

produits du pétrole et du charbon, le fer et l'acier, le matériel de télécommunications, le matériel de bureau et d'autres matériels et outils.

Je suis sûr que bon nombre d'entre vous connaissez les plans de développement des marchés que le Ministère est à mettre en place afin de vous aider à exporter. Les pays qui recevront une attention spéciale offrent à notre avis les meilleures chances d'accroître les exportations canadiennes au cours des deux ou trois prochaines années. L'analyse comparative des capacités canadiennes et des besoins de nos partenaires commerciaux a permis de recenser des possibilités des plus intéressantes aussi bien dans les pays développés qu'en développement.

L'un des aspects de l'exportation qui exige beaucoup de votre temps est certes le financement. L'an dernier, la Société pour l'expansion des exportations (SEE) a aidé les exportateurs canadiens, grâce à ses facilités de financement à long terme et d'assurance, à décrocher des commandes totalisant environ 4 milliards de dollars. La SEE a également mis en place divers nouveaux programmes d'appui, notamment des lignes de crédit renouvelables plus importantes avec des banques étrangères, des prêts directs pour financer des études de faisabilité et l'exportation de services de génie et d'experts-conseils, de meilleures facilités d'assurance en ce qui a trait aux prêts à court terme par des institutions financières, une couverture spéciale en ce qui a trait aux risques politiques et, enfin, un service de forfaitage. En période de taux d'intérêt sans précédent, il y a des limites aux capacités du trésor national, mais nous restons prêts à fournir un financement compétitif à l'appui de soumissions compétitives de fournisseurs canadiens.

Par ailleurs, en reconnaissance du rôle important joué par les exportateurs dans l'économie canadienne, j'ai l'intention de procéder à la mise en place de l'ensemble du Programme des primes à l'exportation annoncé récemment par mon prédécesseur.

Vous savez sans doute que le gouvernement a entrepris une grande étude de la politique commerciale canadienne. Beaucoup de travail préliminaire a déjà été fait, et nous avons entrepris le processus de consultation du secteur privé.

À ce jour, nous avons rencontré des représentants de divers secteurs, notamment du monde des affaires, des travailleurs, des provinces, des consultants et des universitaires, afin de se sensibiliser davantage aux préoccupations, aux soucis et aux priorités des gens à l'extérieur d'Ottawa. Je sais que certains d'entre vous ont participé à ce processus consultatif. Les réunions se sont révélées très constructives et les consultations se poursuivent.

Je suis d'ailleurs encouragé par les rapports que j'ai reçus à cet égard et le consensus qui se dégage sur les points suivants:

- l'importance du commerce pour le Canada
- le lien vital entre les politiques économiques nationales et une bonne performance commerciale